

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

Berne, le 6 avril 1976

i.B.38.13.271. - DR/Wf

NOTE AU CHEF DU DEPARTEMENT"Une Suisse au-dessus de tout
soupçon" de Jean Ziegler (Seuil, Paris).

Nous vous adressons l'ouvrage précité, accompagné des quelques impressions suivantes recueillies au cours d'une très rapide lecture :

Ecrit dans un jargon emprunté à la sociologie d'avant-garde et à la psychologie freudienne, cet ouvrage n'est pas d'un accès facile et ne brille pas par la clarté. De l'ouvrage scientifique, réservé à un cercle de lecteurs avertis, il n'a pas la rigueur. Il n'a pas non plus la simplicité et la force de persuasion qui devraient en faire un best-seller du genre "Le défi américain" de J.-J. Servan-Schreiber, tout en profitant à son lancement du même fracas publicitaire.

Ce n'est pas le moindre paradoxe que de voir un auteur dédiant son livre, entre autres, à Salvador Allende et se réclamant de la filiation de Che Guevara recourir pour son rayonnement aux moyens publicitaires les plus sophistiqués de la société qu'il attaque.

Les idées ne sont pas nouvelles. Tout le livre est en fait contenu dans son introduction. Avant de développer ses thèses l'auteur prend d'ailleurs garde de préciser qu'il s'agit d'hypothèses et qu'il ne dispose que d'un matériel incomplet. Mais ce livre est, il le précise lui-même, un moyen de combat.

Les idées ? La Suisse est dominée par une "oligarchie qui règne depuis plus de cent cinquante ans, sur un Etat et

- 2 -

un peuple dont la législation, le système idéologique et les bureaucraties électorales sont étroitement adaptées à ses besoins".

Le système bancaire (secret bancaire et comptes numérotés) donne à l'oligarchie suisse le "rôle de receleur indispensable du capitalisme international".

Il existe un impérialisme primaire (USA, par exemple où domination économique et politique sont liées) et un impérialisme secondaire (le nôtre). Leurs intérêts sont liés, mais il leur arrive d'entrer en conflit, soit sur le plan du marché intérieur, soit sur les marchés extérieurs. L'impérialisme primaire impose sa loi au secondaire. Des exemples ? L'obligation dans laquelle la Suisse s'est trouvée de conclure avec les USA un accord d'entraide judiciaire ou d'adhérer à l'Agence internationale de l'énergie, "cartel de combat placé sous la direction de Kissinger et dirigé contre les producteurs de pétrole".

Collusion entre l'oligarchie impérialiste et la bureaucratie électorale. Non représentativité du peuple au Parlement (1 seul ouvrier, 15 femmes). 82 % des parlementaires sont membres de conseils d'administration et se donnent bonne conscience en plaidant pour le maintien d'un Parlement de milice. Consensus général entre les milieux économiques, le Parlement et le Conseil fédéral pour développer, à travers l'école et l'armée, une morale qui sert les intérêts privés des entreprises et des multinationales. C'est la "concordance ontologique entre les intérêts de l'Etat et la stratégie d'accumulation du capital privé".

Au nombre des faits concrets, Jean Ziegler cite le Chili, la Rhodésie, l'Afrique du Sud, certains débats parlementaires où les députés sont intervenus comme porte-parole des intérêts privés auxquels ils sont inféodés, le passage des conseillers fédéraux Max Petitpierre, Hans Schaffner, Nello Celio, Paul Chaudet au service des grandes affaires à la fin de leur mandat, le bilan des cinq grandes banques de 125 milliards en regard d'un PNB de 144 milliards, nos 447 multinationales, les 166 milliards de créances suisses à l'étranger, etc.

- 3 -

Rien de très nouveau par rapport à ce que Jean Ziegler a déjà dit dans d'autres circonstances.

Quelques aspects concernent plus directement notre Département ou son chef :

La neutralité : Partie faible de l'ouvrage dans laquelle l'auteur, avec quelques citations à l'appui, prétend que nous pratiquons une neutralité passive. "Ce que le Conseil fédéral dit et ce que le peuple majoritaire veut - l'articulation concrète d'une politique de neutralité active - est pur énoncé verbal. Celui-ci n'a rien à voir avec la réalité quotidienne de la politique étrangère suisse".

Cette politique étrangère, elle est "colonisée" par la prise en main de la Division du Commerce par l'oligarchie bancaire et le "Vorort". La Division qui "dépend du Département fédéral de l'Economie publique, mais fait ce qu'elle veut" est dirigée par un directeur et cinq délégués "intelligents, brillants, capables, disposant d'amitiés sûres dans toutes les chancelleries importantes du monde, négociateurs hors pair, mais dépourvus de toute velléité critique face à l'oligarchie impérialiste ou à la politique américaine". La Division du Commerce "dirige le commerce extérieur, prépare les grandes études conjoncturelles et prépare les décisions vitales pour le pays : association à la CEE, entrée à l'Agence internationale de l'énergie..." "qui lui permettent de fait sinon de droit d'élaborer et de formuler la politique étrangère de la Confédération".

A propos des échanges de personnes entre l'économie et la Division du Commerce : "Difficile de dire qui, de l'oligarchie bancaire et industrielle ou de la Division du Commerce, contrôle l'autre".

Critique de l'aide au développement qui mérite d'être soigneusement examinée à la veille du referendum IDA. Nous nous bornons à citer : "De très nombreuses firmes suisses sont parvenues à obtenir des crédits de la Banque mondiale et à les utiliser pour leur activité commerciale normale".

L'auteur s'étend notamment sur le cas du Paraguay.

Il écrit : "Au Parlement, je ne me lasse jamais d'écouter les interminables discours du Président de la Confédération sur "l'interdépendance" et la "solidarité" entre les peuples. Ils ont l'irréalité politique des mensonges par ignorance ou naïveté. Malheureusement, ces mensonges tuent".

*

* * *

A quoi Jean Ziegler veut-il finalement en venir ? Il faut "démasquer les oligarchies et cerner, par la raison analytique, les causalités planétaires qui fondent leur praxis. La destruction des significations imposées par l'oligarchie est aujourd'hui prioritaire".

"La lutte anti-impérialiste en Europe suppose aujourd'hui un appui inconditionnel de l'OPEP et le refus de l'Agence internationale de l'énergie, même si, du point de vue de la lutte des classes, certains dirigeants de l'OPEP sont à considérer comme des ennemis".

Et en Suisse ? "Il existe en Suisse un mouvement ouvrier, une gauche. Mais piégés : ils se sont laissés prendre partiellement dans l'opacité du consensus, de l'uniformité consentante... prisonniers des modèles et des valeurs de la classe dominante, ils sont contraints au cas par cas, ayant perdu la connaissance globale de ce à quoi les convoque l'imaginaire révolutionnaire".

Cependant, le Parti socialiste suisse et le Parti du travail "demeurent les lieux d'une mobilisation possible".

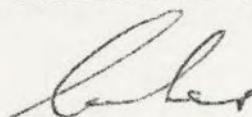
Comme nous le notions au début, ce n'est pas d'une clarté limpide. On peut donc douter qu'après l'engouement du début, ce livre mobilise directement le grand public. Par contre, il risque de l'atteindre indirectement, en Occident comme dans

- 5 -

le tiers-monde, par l'intermédiaire des mass media. Dans la perspective de notre image à l'étranger, il ne doit donc pas être traité à la légère.

C'est probablement cet écho international qu'a recherché l'auteur en publiant son livre auprès d'un éditeur qui lui apporte sa caution morale, imprégnée par la philosophie agissante du "catholicisme de gauche". En outre, le contenu de l'ouvrage, les longs passages concernant l'histoire et les institutions suisses montrent qu'il a été conçu d'abord pour des lecteurs étrangers.

INFORMATION ET PRESSE



(E. Andres)